

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 7 JUIN 1874.

Les menuisiers de Genève sont en grève. Nous recevons d'eux la lettre suivante, sur laquelle nous attirons la sérieuse attention de tous les ouvriers :

Association internationale des travailleurs.

Section des menuisiers de Genève.

Compagnons,

Nous vous informons par la présente de la situation de la corporation; après avoir fait notre demande à nos patrons, cherché par tous les moyens possibles la conciliation, et après leur refus, l'Assemblée générale du 27 courant a décidé dans l'intérêt du mouvement d'opérer par grève partielle.

Quatre ateliers ont été pris au sort et déclarés en grève immédiatement.

Aujourd'hui, 1^{er} juin, une affiche des patrons coalisés entre eux nous déclare une grève générale pour le 4 juin.

Ainsi, nous nous empressons de faire un appel à toutes les sections et fédérations et nous les prions de nous envoyer le plus promptement possible tous les secours qu'elles pourraient mettre à notre disposition, soit à titre de don ou à titre de prêt.

Chers compagnons, nous sommes convaincus, dans le moment si critique où le mouvement que nous opérons, s'il venait à échouer, nous rejeterait bien des années en arrière, que votre solidarité ne nous manquera pas, la section ayant de tout temps pratiqué la solidarité toutes les fois que l'occasion s'en est présentée.

Salut cordial et fraternel.

Au nom et par décision de la section :

Le président,
Charles POSTLEB.

Le Secrétaire,
Alfred FAVRE.

Intelligence du parlementarisme.

La France vient de traverser huit jours d'angoisses. Le premier siège de Paris en 1870; la perte de deux de ses provinces les plus dévouées; les affreux massacres qui suivirent la chute de la Commune, tout cela n'avait été encore que jeux d'enfants pour elle.

~~Tout-à-coup, elle apprend que grâce à l'alliance des républicains versaillais avec les légitimistes les plus purs et les bonapartistes les plus mal-propres, le ministère de Broglie est enfin renversé!~~

Nous autres, nous avons appris cette histoire avec d'autant moins d'émotion que nous étions bien persuadés qu'on ne chômerait pas longtemps de ministres et que les premiers pris dans le tas — fût-ce celui de gauche — ne vaudraient pas mieux que leurs prédécesseurs.

Mais, aussi, nous sommes de vulgaires profanes. Nous ne savons pas ce que c'est que la politique. Notre intelligence de prolétaires ne peut s'élaner à de telles hauteurs qu'elle arrive à comprendre la beauté de ce système de gouvernement, chanté par tous les grands politiques et les publicistes les plus recommandables, système que, dans notre naïveté d'ignorants, nous appelons tout bêtement un jeu « d'ôte-toi de là que je m'y mette! »

Donc durant huit jours — huit longs siècles! — la France émue et les grands journaux anxieux ont attendu dans une digne et bien légitime impatience le dénouement de cette *fatale* crise ministérielle.

Durant tout ce temps, les profonds politiques se demandaient en parlant du *sabre-président* : Chagera-t-il Decazes, d'Audiffret, Tartempion ou Boniface de composer un ministère? Penchera-t-il à droite, à gauche, ou restera-t-il sur son *milieu* (lisez : le centre droit). Pourra-t-il arriver à la fameuse conjonction de ses deux *milieux*? (les deux centres droit et gauche).

Pendant que ces hommes sérieux songeaient à

cela, nous, de notre côté, nous attendions avec non moins d'impatience, la discussion qui devait s'ouvrir sur la nouvelle loi relative au travail des enfants dans les manufactures.

Ce n'est pas pourtant que nous nous attendissions à ce qu'il sortit grand chose de bon à ce propos de toutes ces cervelles étroites et ramollies qui font le plus bel ornement de l'Assemblée dite nationale. — Que de lois d'ailleurs n'a-t-on pas fait sur ce sujet, depuis celle du 22 mars 1841 ! Lois qui n'ont fait que prouver d'autant plus la nécessité de créer un ordre économique nouveau, permettant à l'enfant de se développer intégralement avant d'être appelé à participer à la production.

Mais il n'y a que d'affreux communalards qui puissent avoir de semblables idées, — c'est suffisamment entendu.

Cependant, à défaut d'une loi passable sur la matière, nous espérions cependant que les débats dont elle serait l'objet fourniraient à MM. Louis Blanc, Tolain et d'autres avancés de l'extrême gauche le moyen de donner d'utiles renseignements, tels par exemple que le chiffre réel des enfants travaillant dans les manufactures et dans les mines. Ce chiffre était déjà de 70,000 (!) en 1845, d'après un rapport spécial présenté au roi, à cette époque, par le ministre du commerce et de l'agriculture ! Nous ne croyons guère nous tromper en supposant qu'il doit être plus que doublé maintenant, grâce à la prospérité toujours croissante des travailleurs depuis trente ans.

A défaut de solides raisons et de savantes recherches, nous espérions entendre du moins quelques saintes explosions de colère, au récit des misères subies par les pauvres petits exploités, de la part de quelques-uns des orateurs républicains, comme M. Jules Simon, par exemple, toujours si attendris, lorsqu'ils parlent de leur parfait amour pour le peuple.

Quoi de plus propre à exciter cette colère des rouges amis du peuple que la pensée de voir ainsi s'étioler, s'abêtir et se démoraliser 150 mille enfants jetés pêle-mêle dans l'immense fournaise de la vie industrielle, pour en tirer le mince salaire qui ne pourra que prolonger leur existence si misérable toujours, et souvent si horriblement douloureuse !

Quoi de plus digne d'attention pour le penseur ou qui se prétend tel, que l'examen approfondi des moyens d'arracher au rachitisme et à la souffrance qui l'attendent forcément dans l'atelier, l'enfant qu'y a fait entrer la misère de ses parents et non leur rapacité, comme l'a si naïvement dit M. Louis Blanc l'an dernier à la tribune, depuis qu'il s'est épris de M. Thiers, cet abominable bourgeois si justement voué au mépris public par l'auteur de l'*Histoire de Dix ans* !

Nous en avons été pour nos frais d'attente.

De même que la France, après avoir applaudi naïvement à la chute de M. de Broglie—croyant, nous ne savons pourquoi, que les choses en seraient changées — de même qu'elle vient d'ap-

prendre qu'il n'y aura qu'un Cumont de plus à l'instruction publique ; de même aussi, nous avons appris que la nouvelle loi sur le travail des enfants avait passé sans débats : au pas de charge sans aucun doute et dans le silence le plus complet.

La correspondance de Versailles du 18 mai (1), publiée dans le numéro du 20 mai du *Journal de Genève*, nous l'apprend en ces termes :

« La séance a été absolument dénuée d'intérêt « au point de vue politique ; on a discuté le projet de loi sur le travail des enfants dans les « manufactures. » (Sic !)

Est-on enfin persuadé que *politique* et *sens commun* sont expressions inconciliables ?

Allons, prolétaires, envoyons des députés aux assemblées parlementaires. Envoyons-y surtout des socialistes et vous verrez comme tout ira bien ! Quelle jolie besogne y ont faite depuis trois ans les Tolain, les Langlois et les Louis Blanc, tous socialistes pourtant !

Après tout, cela se conçoit.

Que peut en effet peser la vie de 150 mille enfants ignoblement exploités par l'industrialisme, devant la solution de cet important problème :

« De combien de *Cumont* doit se composer un ministère pour être solidement assis ? »

1 Correspondance écrite par un libéral protestant, à la fois député et pasteur.

Nouvelles de l'Extérieur.

Espagne.

L'état des finances de ce pays est de plus en plus désespéré. Le gouvernement se trouve hors d'état de payer même en monnaie de cuivre la solde de l'armée. La banqueroute du trésor est imminente. Nous sommes au commencement de la fin, et ce n'est pas une candidature Hohenzollern qui pourra conjurer la révolution sociale.

On nous écrit d'Espagne :

« Les assassinats commis par le gouvernement à San Fernando crient vengeance. Soixante-six ouvriers ont disparu de cette localité. Le peuple de San Fernando sait que ces malheureux, après avoir été arrêtés, ont été conduits à bord d'un navire, et que là, au milieu de la nuit, on les a cousus dans des sacs et jetés à la mer avec des boulets aux pieds.

« L'auteur de ce crime, le capitaine-général Arias, vient de recevoir le salaire de son forfait : il a été nommé ministre de la marine. »

Serrano Bedoya, gouverneur de la Catalogne, a publié une ordonnance qui est un véritable monument de barbarie ; mais le but qu'il se propose doit justifier les moyens employés : car il s'agit de dissoudre par la force toutes les associations ouvrières, afin que la bourgeoisie puisse exploiter, avec plus de sécurité et sur une plus grande échelle, le travail des ouvriers catalans.

Toutefois les résultats obtenus par cette ordonnance ne sont pas précisément ceux que le gouverneur en attendait. En effet, nous lisons dans une publication de l'Internationale espagnole :

« La brutale ordonnance du soudard Serrano Bedoya, chef des assassins salariés de la Catalogne, produit des résultats magnifiques pour la cause de la Révolution sociale. Au commencement du mois de mai, les tonneliers et les ouvriers maritimes de la Catalogne ont tenu leur troisième Congrès annuel, qui a voté, au milieu du plus grand enthousiasme, l'adhésion à l'Internationale. Trois mille ouvriers étaient représentés à ce Congrès. »

Italie.

A mesure que les persécutions gouvernementales font disparaître de l'arène les organes socialistes de ce pays, il en renait d'autres, plus ardents et plus infatigables. Ce sont les têtes de l'hydre : coupez-en une, il en repousse vingt.

Nous venons de recevoir les premiers numéros du *Sempre avanti* (*Toujours en avant*), qui se publie à Livourne depuis le 10 mai, et du *Schiavo bianco* (*l'Esclave blanc*), qui vient de paraître à Turin. Nous leur souhaitons la bienvenue.

Belgique.

Le Congrès régional belge de Pentecôte s'est réuni non à Beaume, mais à Liège, les 24 et 25 mai derniers. Etaient représentées les fédérations de Bruxelles, du Centre, de Charleroi, de Liège, de Verviers, d'Anvers, de Gand, d'Ensival ; et les sections suivantes : Section liégeoise de propagande, Groupe révolutionnaire de Liège ; corporation des marbriers de Liège ; caisse de résistance des mécaniciens de Liège ; menuisiers de Liège ; armuriers-reforeurs de Liège ; Section de propagande de Lize-Seraing ; Groupe révolutionnaire d'Yvoz-Ramet.

Après avoir été traité les questions administratives concernant la Fédération régionale belge, le Congrès s'est occupé du prochain Congrès général de l'Internationale.

L'organisation de ce Congrès général, qui aura lieu à Bruxelles, a été laissée aux soins des membres du Bureau fédéral de notre Association, qui a son siège dans cette ville.

En outre, le Congrès belge a adopté la proposition de Bruxelles, de faire inscrire à l'ordre du jour du Congrès général la question suivante : « Par qui et comment seront faits les services publics dans la nouvelle organisation sociale. »

Le troisième Congrès régional belge (la Fédération belge tient quatre Congrès par an) aura lieu les 15 et 16 août prochain à Gand.

Amérique.

On sait qu'en Amérique il y a eu récemment dans l'Etat d'Arkansas, un conflit à main armée entre les partisans de l'ancien et ceux du nouveau gouverneur de l'Etat, Brooke et Baker. A ce sujet, le *Bulletin de l'Union républicaine de langue française* de New-York publie les réflexions suivantes :

« Dans l'Arkansas les politiciens se fusillent les uns les autres. Brookistes et Bakeristes y trouvent beaucoup de distraction.

» Pourquoi se battent-ils ? Pour que leurs chefs Brooke ou Baker aient le plaisir de gouverner les habitants de l'Etat, de les rapiner et d'en partager les dépouilles avec leurs souteneurs.

» Bien des gens désirent que leurs combats cessent au plus tôt, parce qu'il y a eu des victimes par accident qui n'étaient ni d'un parti ni de l'autre. Je suis de leur avis, mais si on était certain qu'il n'y eût de tués dans la mêlée que des politiciens avides d'emplois et d'hon-

neurs, le meilleur ne serait-il pas que la lutte ne se terminât que lorsque le dernier des combattants aurait rendu son dernier soupir ?

» Quel dommage que tous les ambitieux, tous les souteneurs de mauvais lieux, et tous les voleurs ne se battent pas continuellement entre eux. C'est alors que la guerre serait une excellente chose : car plus il y aurait de cette vermine sociale de détruite, plus le pays serait assaini. »

Allemagne.

L'*Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein* (socialistes lassalliens) vient de tenir son Congrès annuel à Hanovre. Malgré les persécutions croissantes dirigées par la bourgeoisie contre le socialisme, malgré l'emprisonnement de beaucoup de membres dévoués de l'association, malgré la misère qui règne parmi les travailleurs, ce Congrès comptait environ soixante-dix délégués, représentant plus de vingt mille membres.

L'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, fondé par Lassalle en mai 1863, compte déjà onze années d'existence. Ses principes sont les mêmes que ceux de l'Internationale ; mais jusqu'à présent l'association allemande n'est pas entrée dans la voie franchement révolutionnaire qu'a adoptée l'Internationale dans la plupart des pays d'Europe, et elle s'est bornée à faire de l'agitation électorale et parlementaire. Toutefois, on peut prédire à coup sûr que, dans un temps qui n'est pas bien éloigné, les ouvriers allemands se verront contraints, par la force irrésistible des événements, à se ranger aussi sous la bannière de la révolution.

Le *Neuer Social Demokrat*, organe de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, qui se publie à Berlin, compte en ce moment plus de 18,000 abonnés, ainsi qu'il résulte du tableau publié dans son numéro du 29 mai dernier.

Fédération jurassienne.

On nous écrit de la Chaux-de-Fonds :

« Dans sa dernière séance, notre section a décidé de fonder une bibliothèque, ainsi qu'un cercle d'études sociales. Voici de quelle manière se feront ces études, du moins pour commencer : la section a pris la résolution de mettre à l'ordre du jour de chaque séance, une des propositions faites par les sections de la fédération, pour le prochain Congrès général. Cette résolution a deux bons côtés, croyons-nous : 1° Les membres de la section feront par cela même une excellente étude des questions sociales. 2° Le résultat de tout ce travail pourra être résumé dans un rapport et confié à la délégation qui représentera la fédération jurassienne au Congrès général. Nous estimons que si toutes les sections suivaient cet exemple, le résumé général qui pourrait être fait de tous ces rapports de sections donnerait la mesure de l'esprit qui anime la fédération tout entière et faciliterait beaucoup la tâche de notre délégation.

« Du reste, la section est dans de très bonnes dispositions et se renforce tous les jours. »

On se rappelle que le Congrès jurassien a voté une résolution ainsi conçue :

« Le Congrès pense que des réunions de plusieurs sections, organisées pendant l'été, comme cela se pratiquait il y a quelques années, sont très désirables pour resserrer les liens d'amitié et faciliter la propagande. »

Le comité fédéral jurassien annonce aux sections qu'il se met à leur disposition, pour le cas où quelques-unes d'entre elles voudraient se servir de son intermédiaire pour l'organisation d'une réunion de ce genre.

La grève des menuisiers et charpentiers de la Chaux-de-Fonds continue. Il n'y a plus que 12 ouvriers occupés. Tous les autres ont quitté la localité ou ont trouvé du travail chez les patrons qui ont accordé la journée de 11 heures. L'essentiel est d'empêcher que les patrons récalcitrants ne puissent faire venir des ouvriers du dehors.

Le *Schweizerischer Arbeiterbund* a tenu son Congrès annuel à Winterthour, les 24 et 25 mai dernier. D'après la *Tagwacht*, il comptait 74 délégués, tous allemands ; le canton de Zurich à lui seul en avait fourni 34. Il y avait quelques délégués de Genève, Lausanne, Chaux-de-Fonds et Neuchâtel ; mais c'étaient, comme les autres, des délégués de langue allemande.

Le Congrès s'est occupé essentiellement de l'organisation intérieure du *Schweizerischer Arbeiterbund*. La résolution la plus importante, sur les questions d'intérêt général, est celle qu'il a prise relativement à l'Internationale. Voici ce que nous lisons dans la *Tagwacht* à ce sujet :

« La proposition de la société allemande de Berne, qui demandait l'organisation internationale des corporations, a été repoussée, parce qu'il est nécessaire de compléter d'abord l'organisation sur le terrain local et national. avant de pouvoir entrer en rapports plus étroits avec les corporations des autres pays. Cependant, pour ne pas avoir l'air, en repoussant la proposition de Berne, de renier la solidarité internationale du mouvement ouvrier, le Congrès a déclaré dans une résolution sa sympathie pour l'Association internationale des travailleurs. »

Nous reviendrons sur ce sujet dans un prochain article.

Comment on écrit l'histoire.

Le *Bulletin du mouvement social*, de Paris, organe de quelques phalanstériens qui se sont adjoint M. Ch.-M. Limousin, ancien membre de l'Internationale, publie de temps à autre des lettres de Genève, sous la signature d'un M. Eugène Pichon. Ces lettres ont la prétention de renseigner le public parisien sur le mouvement social en Suisse, et nous avons déjà signalé, dans notre numéro du 29 mars dernier, les erreurs grossières et les appréciations malveillantes du correspondant en question à propos de la grève des monteurs de boîtes de la Chaux-de-Fonds. Dans une nouvelle correspondance, insérée dans le numéro du 1^{er} juin du *Bulletin du mouvement social*, M. Pichon s'occupe du Congrès du *Schweizerischer Arbeiterbund* à Winterthour, et à ce sujet, tout en dénaturant les faits de son mieux et en dénigrant l'Internationale, il commet les bévues les plus cocasses. Qu'on en juge :

« L'association ouvrière suisse (*Schweizerischer Arbeiterbund*) est nationale, rien de plus, dit M. Pichon ; c'est en quelque sorte la fédération des corporations ouvrières de la Suisse. Elle compte environ vingt mille adhérents. »

Le comité central du *Schweizerischer Arbeiterbund* va être bien étonné des vingt mille adhérents dont le gratifie M. Pichon. En effet, nous lisons dans la *Tagwacht* du 8 avril dernier un rapport officiel du Comité central de cette association, annonçant que 1900 membres seulement ont pris part au dernier vote général concernant la date et le lieu du Congrès, et disant en même temps que le chiffre total des membres de l'association est de cinq mille. M. Pichon se trompe de quinze mille seulement !

En outre, le *Schweizerischer Arbeiterbund* n'est nulle-

ment une fédération des corporations ouvrières de la Suisse. Dans le numéro de la *Tagwacht* que nous venons de citer se trouve le tableau officiel des sociétés adhérentes au *Schweizerischer Arbeiterbund* ; elles sont au nombre de 72, et sur ce chiffre il y seulement 37 sociétés corporatives ; les 35 autres sociétés sont des sections du Grütli ou de l'*Arbeiterbildungs-Verein*, des sociétés de chant, etc.

« Il est bon de remarquer, ajoute M. Pichon, que l'Association ouvrière suisse, bien loin d'être une branche de l'Internationale, a jusqu'ici répudié les principes de celle-ci. »

Il est certain que le *Schweizerischer Arbeiterbund* n'est pas encore une branche de l'Internationale ; cependant le tableau officiel auquel nous avons emprunté les chiffres précédents mentionne 6 sections de l'Internationale comme faisant partie du *Schweizerischer Arbeiterbund*. En outre, toutes les *Bildungsvereine* sont, depuis plusieurs années, affiliées à l'Internationale. Et enfin le Congrès de Winterthour, comme nous l'avons dit ailleurs, a voté une résolution sympathique à l'Internationale. Ceci répond suffisamment aux insinuations malveillantes de M. Pichon.

Mais que dire du paragraphe suivant :

« L'*Arbeiterverein*, qui est plutôt une classification (*sic*) ouvrière-politique, a tenté plusieurs fois, mais en vain, d'englober dans ses rangs la puissante association corporative (c'est-à-dire le *Schweizerischer Arbeiterbund*). »

Qu'est-ce que c'est que cet *Arbeiterverein* ? Serait-ce peut-être le *Grütliverein* que l'écrivain a voulu dire ? Et qu'est-ce que cette classification ? Comprenez qui pourra.

Nous continuons à citer :

« L'Internationale anarchiste, — l'état-major jurassien, une ombre d'association, sans influence aujourd'hui, — a essayé maintes fois également de faire dévier la société nationale de son but ; mais, repoussée à la presque unanimité des voix, elle dut renoncer, elle aussi, à ses projets. »

De plus fort en plus fort ; le correspondant atteint les régions de la plus haute fantaisie. Mais voici le bouquet :

« Les corporations de la Chaux-de-Fonds se sont unies entre elles depuis peu, elles ont à leur tête un comité général exclusivement ouvrier. Les associations de cette localité ne font plus partie de l'Internationale depuis déjà plusieurs mois. »

Les associations de la Chaux-de-Fonds n'ont jamais fait partie de l'Internationale (sauf une ou deux sociétés qui suivait la bannière de Marx) ; elles n'ont pas pu en sortir, n'y étant jamais entrées. Mais la fédération ouvrière de la Chaux-de-Fonds, bien que constituée en dehors de l'Internationale, est loin de lui être hostile : la preuve, c'est que le président de cette fédération, le compagnon Heng, est en même temps membre du Comité fédéral jurassien de l'Internationale, et que le *Bulletin* reçoit de la fédération ouvrière de la Chaux-de-Fonds des communications officielles qui ont paru dans nos colonnes.

Mais c'est assez nous occuper des bourdes que M. Pichon tait avaler aux abonnés du *Bulletin du mouvement social*. Il nous est bien égal, après tout, que ces messieurs sachent ou ne sachent pas la vérité sur notre compte.

En vente

auprès du Comité fédéral jurassien :

Les crises industrielles et leurs causes, rapport présenté par l'Union des sections internationales du district de Courtelary au Congrès jurassien de l'Internationale et au Congrès des graveurs. — Prix : 10 cent.

Adresser les demandes à Numa Brandt, 13, boulevard de la Citadelle, Chaux-de-Fonds.